

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

23 janvier 2024

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Prenons nos luttes en mains

Le 13 janvier dernier, plus de 30 000 travailleuses et travailleurs ont manifesté à Bruxelles à l'appel du front commun syndical pour défendre les pensions contre les futurs plans du prochain gouvernement.

Entre temps, le plan en question a fuité dans la presse et le monde du travail a, sans surprise, de quoi être en colère contre les politiciens de la coalition MR-Engagés-NVA et compagnie. Il y a d'abord les attaques contre les revenus : salaires bloqués jusqu'en 2027, augmentation des taxes sur les allocations de chômage et les pensions alimentaires.

Viennent ensuite les attaques contre la protection sociale : blocage et dégressivité accrue des allocations de chômage avec une limite de deux ans. Chassés du droit au chômage, les travailleurs licenciés qui n'ont pas la chance de retrouver un emploi se retrouveront à la charge de CPAS, désargentés et dépassés.

Les pensions ne sont pas en reste : les conditions pour obtenir une pension complète seront encore durcies, ce qui aura pour conséquence que les salariés qui auraient des trous dans leur carrière ne pourront plus compter que sur une pension partielle à leurs 67 ans ; cela concerne en fait la majorité des travailleuses et des travailleurs. À terme, ce sont tous les statuts encore un peu protégés qui vont disparaître : profs, cheminots, fonctionnaires, etc.

Au total, le gouvernement table sur 18 milliards d'euros d'économies sur les 4 prochaines années. Les services publics, les écoles, les hôpitaux, qui sont déjà à bout de souffle, vont encore plus mal fonctionner. Tant pis pour les ménages populaires qui n'ont pas le choix et tant mieux pour les bourgeois qui vont de toute façon dans des cliniques et des écoles privées.

Donc, oui, avec Bouchez et De Wever à la manœuvre, on s'attendait bien à un programme de combat anti-ouvrier.

Les dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs qui ont manifesté le 13 janvier avaient bien raison de le faire.

Mais quelle est la suite ?

Certes, les syndicats ont annoncé des manifestations tous les 13 du mois. Bodson, le président de la FGTB a brandi la menace de la grève générale comme arme ultime si le futur gouvernement ne révisé pas sa copie.

Mais cela ne suffira pas.

Les organisations syndicales réclament une augmenta-

tion du pouvoir d'achat et plus de protectionnisme européen. En d'autres termes, ils attendent du gouvernement, qui est au service du patronat, qu'il oblige le patronat à augmenter les salaires.

Encore une fois, ils appellent les gouvernements et le patronat à la raison, avec de vagues menaces de manifestations et de journées de grève générale sans suite.

Mais le patronat, de son côté, lui ne fait pas de vaines menaces : il licencie, il fait bloquer les salaires, il pousse des centaines de milliers de familles vers la misère.

Et ce n'est pas tout, au travers des gouvernements à son service, la bourgeoisie belge et ses alliées européennes, soutiennent des guerres à Gaza ou en Ukraine, le pillage de l'Afrique, la mise en concurrence des travailleurs sur toute la planète. Le premier ministre De Croo prétend qu'il va falloir hausser le ton face à Trump et à sa méthode forte, mais l'Europe fait la même chose, à son niveau et de façon plus hypocrite en soutenant toutes les dictatures du moyen orient.

La concurrence économique internationale fait planer des menaces de crise généralisée, voire de nouvelles guerres ; les attaques contre le monde du travail sont de plus en plus généralisées et de plus en plus ouvertes ; la guerre sociale et économique contre les couches populaires est ouverte. Face à cela, demander gentiment à un gouvernement de préserver le pouvoir d'achat est tout bonnement ridicule.

Voilà des dizaines d'années que les travailleurs sont appelés à participer à des manifestations sans lendemain, puis à faire confiance aux directions syndicales pour négocier en leur nom. Les syndicats n'ont rien organisé pour permettre aux travailleurs d'Audi de se défendre, ils leur ont juste demandé d'attendre le résultat des négociations. Résultat ? Nul.

Si les travailleurs veulent un autre avenir, ils vont devoir le créer avec leurs propres moyens d'organisations. Pour organiser ces luttes les travailleurs ont besoin de leur propre parti, avec des militants révolutionnaires décidés à ne pas se cacher derrière les directions syndicales de peur de perdre leur mandat.

Ce parti, il reste à construire. Plus vite on s'y mettra, plus vite on sera capable de faire reculer les capitalistes et même de leur faire rendre gorge comme disait Marx, c'est-à-dire plus nous nous rapprocherons d'une révolution sociale capable d'abattre ce vieux monde bourgeois et toutes ses horreurs.

Au MR, ils sont "Chez eux"

Le MR vient d'accueillir trois jeunes cadres de "Chez nous", un petit parti d'extrême-droite, avec la bénédiction de Bouchez. Les trois jeunes espèrent certainement que ce transfert leur permette de faire carrière. Le MR, et Bouchez en tête, mise sur ses trois poulains pour grapiller quelques voix à l'extrême-droite. Chez les libéraux, certains jouent les offusqués. Comme si le racisme et le mépris envers les pauvres leur était étranger ! Surtout, ces politiciens sont d'accord sur l'essentiel : accéder à la mangeoire pour servir les grands patrons en s'attaquant aux travailleurs.

Qu'on ne s'y Trump pas

Depuis son investiture, Trump et son acolyte Musk enchaînent les annonces démagogiques. Ce ne sont pas les propos de deux fous, mais ceux de deux milliardaires qui expriment crûment sur quoi repose leur société : la loi du plus fort. Voilà qui change du baratin qu'on nous sert habituellement sur « l'intérêt général », la « démocratie » ou le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et qui ne font que travestir la réalité. N'est-ce pas au nom du droit international que les dirigeants occidentaux, Biden en tête, ont couvert tous les massacres à Gaza ? Au-delà des discours, la réalité reste la même. Les États-Unis continueront de piller les richesses du monde entier pour maintenir les profits de leurs bourgeois, grâce à la puissance de leurs capitaux et, s'il le faut, de leurs armes. Rien de neuf sous le capitalisme.

Lunch Garden met ses salariés sur la paille

Le 20 janvier, la chaîne de restauration Lunch Garden s'est déclarée en faillite. Les 800 salariés ont appris la nouvelle par la presse. Ils n'ont pas touché leur prime de fin d'année et se demandent qui va payer leur salaire de janvier. La moitié d'entre eux vont perdre leur emploi. Un nouvel actionnaire a récupéré l'entreprise le jour même. Bien commode pour les patrons, la faillite permet à ce repreneur de ne pas payer les dettes passées, de se débarrasser sans frais de la moitié des travailleurs, et de relancer la machine à profits avec ceux qui restent et qui auront certainement des conditions de travail plus dures, puisque les restaurants rouvriront avec seulement la moitié du personnel.

Grèves dans l'enseignement

Le 15 décembre, des arrêts de travail et des rassemblements ont eu lieu dans les écoles francophones. Des grèves sont prévues ces 27 et 28 janvier. Les enseignants, du primaire au supérieur, refusent les mesures d'économie annoncées par la ministre et ils ont bien

raison. Depuis longtemps, l'enseignement est sous-financé, les classes sont surchargées et les bâtiments tombent en ruine. Les économies annoncées visent l'enseignement qualifiant et professionnel, et les élèves en décrochage, soit les plus vulnérables d'entre eux. De quoi creuser encore le fossé entre les gosses de riches et les autres. S'il est vrai que les enfants représentent l'avenir, ne laissons pas ce gouvernement les sacrifier !

Les travailleurs sous-traitants en lutte contre Audi

L'usine Audi de Forest ferme à la fin février. Le plan de licenciement organisé par la direction se limitera aux 3000 salariés de la société. Pour les 1000 travailleurs employés dans l'usine par des sous-traitants, rien n'est prévu sinon des miettes. Le groupe VW compte s'en débarrasser à bon compte. Mais les ouvriers sous-traitants, dont ceux d'Imperial Logistics, n'ont pas dit leur dernier mot. Ce 17 janvier, ils ont occupé le stand Audi au Salon de l'Auto pour réclamer leur dû. Le patron veut diviser ses travailleurs jusqu'au bout. Seule la lutte peut lui faire plier genou.

Los Angeles incendiée, les assureurs se sont déjà tirés

La Californie vient de connaître les incendies les plus destructrices de son histoire. Des zones entières ont été ravagées par les flammes. Plus de 10000 logements sont partis en fumée pour un coût de 150 milliards de dollars. Mais les sociétés d'assurance n'ont pas à s'inquiéter. Après avoir empoché des milliards de primes, elles se sont massivement désengagées en résiliant leurs contrats ou en les rendant impayables. À moins de faire cesser cette escroquerie, seuls quelques privilégiés pourront encore se protéger. Pour la majorité, il ne restera que les yeux pour pleurer.

À Gaza, un cessez-le-feu entre deux guerres

L'accord de cessez-le-feu a amené une lueur d'espoir, tant parmi les survivants au milieu des ruines de Gaza, que dans les familles des otages israéliens. Le 19 janvier, un premier échange a eu lieu entre 3 otages et 90 prisonniers palestiniens. Pourtant, tout indique que Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite sont loin d'avoir abandonné leurs projets guerriers. Le 21 janvier, l'armée israélienne a attaqué un camp de réfugiés en Cisjordanie. Aucune solution qui inclurait des conditions de vie décentes pour les Palestiniens n'est envisagée. L'administration de Trump a contraint Netanyahu à signer cette trêve, lui permettant de se faire valoir à moindre frais... tout en soutenant les visées expansionnistes au Moyen-Orient de son gouvernement.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.

facebook.com/lalutte.belgique

contact@lalutte.org

www.lalutte.org

0498/44 64 72

Éditeur responsable : M. Schittecatte, BP6 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP